



Syndicat des professeurs et professeures de l'Université Laval
Pavillon Alphonse-Desjardins, bureau 3339, poste 2955, télécopieur 5377

Le 15 octobre 1996
Vol. 7 n° 13

4SOMMET UNIVERSITAIRE4

Les groupes suivants ont organisé les 4, 5 et 6 octobre dernier un Sommet universitaire:

FEUQ:

Fédération étudiante universitaire du Québec

FQPPU:

Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université

CPSU-FTQ:

Conseil provincial du soutien universitaire

FNEEQ-CSN:

Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec

FPPSCQ-CSN:

Fédération des professionnelles et professionnels salariés et cadres du Québec

FPPU-CEQ:

Fédération des professionnelles et professionnels universitaires

FAEUQEP:

Fédération des associations étudiantes universitaires du Québec en éducation permanente

La FQPPU, dont le SPUL est membre, a été fortement impliquée dans l'organisation du Sommet qui visait à regrouper les personnes constituant l'équivalent provincial du Conseil fédéral de la FQPPU pour les professeurs et professeures.

Les travaux d'organisation étant relativement lourds, ce n'est que quelques jours avant le Sommet que sont parvenus les premiers documents pertinents.

Plus de 200 intervenants y ont participé à titre de membres des groupes partenaires. Des représentants des administrations universitaires ont aussi participé en tout ou en partie aux travaux du Sommet.

Voici la déclaration commune présentée à l'issue du Sommet.

«L'université québécoise est en crise. En ces temps d'austérité budgétaire, les sommes consenties aux établissements sont remises en question sans égard à leur mission fondamentale. Tous les groupes qui constituent la communauté universitaire ont à relever des défis de taille. Face à cette situation, nous, étudiants, professeurs, chargés de cours, employés de soutien et professionnels du milieu universitaire, avons pris l'initiative d'organiser ce Sommet universitaire. Un mois après la tenue des assises nationales des États généraux, nous voulons, par cet événement qui est une première au Québec, promouvoir et revaloriser l'université.

Nous l'affirmons haut et fort, il est primordial que la société accorde aux universités les moyens nécessaires à l'actualisation de leur mission essentielle : le développement et la transmission des connaissances à travers la recherche et l'enseignement. Tout comme l'éducation dans son ensemble, l'université ne doit pas être considérée comme une dépense, mais bien comme un investissement collectif.

Nous nous engageons à lutter pour que soit préservée cette mission dans chacun des établissements universitaires québécois. Plus particulièrement, nous voulons réaffirmer l'importance d'une formation universitaire de haute qualité. La réalisation de cette responsabilité institutionnelle n'est possible que si les conditions de la vie universitaire favorisent un encadrement de qualité et permettent l'établissement d'une relation enseignants-étudiants suivie et fructueuse. À cet égard, l'apport du personnel de soutien est essentiel.

D'autre part, la qualité de la formation et le développement d'un regard critique sur la société sont assurés par la mise en oeuvre des enseignements et de la recherche, des bibliothèques, des laboratoires et des divers services. Or, les ressources allouées à ces fonctions étant constamment réduites, la qualité de la formation s'en trouve atteinte.

Nous constatons que, depuis des années maintenant, l'université québécoise ne cesse d'absorber des compressions budgétaires qui grugent petit à petit sa capacité d'accomplir sa mission, d'offrir les services dont a besoin toute la communauté universitaire de même que l'ensemble de la société. Des coupes additionnelles ne pourraient que détériorer davantage notre système d'éducation universitaire. Nous réaffirmons donc que le gouvernement doit absolument cesser de couper dans l'éducation pour ne pas grever lourdement l'avenir des citoyennes et citoyens d'aujourd'hui et de demain. La formation universitaire est un enrichissement pour l'ensemble de la société et elle ne peut se maintenir sans un apport constant de fonds publics qui sont et doivent être la traduction des attentes de la société à son égard.

Nous pensons de plus que l'université ne pourra être à la hauteur de sa mission que si elle est largement ouverte à toutes les personnes qui désirent avoir accès à ses programmes de formation.

Actuellement, une grande majorité des étudiants, à temps plein ou à temps partiel, doivent s'endetter en plus de travailler pour poursuivre leurs études. Nous pensons qu'il est urgent que le système des prêts et bourses soit remodelé et réévalué en vue d'assurer l'accessibilité de l'éducation universitaire à toutes et à tous. De plus en plus de voix le reconnaissent, les conditions de vie actuelles des étudiantes et étudiants constituent un obstacle à l'accessibilité. Dans ce contexte, nous nous opposons à de nouvelles hausses des frais de scolarité.

Nous affirmons aussi que les universités doivent accentuer la coopération entre elles et favoriser une utilisation maximale du réseau existant plutôt que de laisser libre cours à une concurrence futile et coûteuse à même les fonds publics. Nous prônons la préservation et la promotion d'un réseau universitaire fondé sur la complémentarité de ses diverses composantes.

Enfin, nous croyons fermement que la communauté universitaire doit renaître et acquérir une nouvelle vitalité. À cette fin, les relations entre les différents groupes doivent s'accroître et être empreintes d'un esprit de collaboration. C'est donc pour cette raison, et parce que nous sommes disposés à donner le meilleur de nous-mêmes que nous, groupes signataires de cette déclaration, nous nous engageons à agir pour que se développe, tant au niveau local que national, la concertation de l'ensemble des partenaires de la communauté universitaire du Québec.»

Le Comité exécutif

Rappel

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
LE JEUDI 17 OCTOBRE 1996
À 16 HEURES, AU CERCLE DU
PAVILLON ALPHONSE-DESJARDINS
(4E ÉTAGE)**